



A R R Ê T É

N°2024/T96

Objet :

Arrêté de voirie

**Le Maire de VIF,
Guy GENET**

VU le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants, R411-5, R411-8, R411-18 et R411-25 à R411-28

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-4

VU la délibération de l'élection de M. Guy GENET Maire de Vif en date du 20/09/2021

VU la pétition par laquelle le Pôle CAT de la Mairie de Vif, demande l'autorisation d'utiliser une voie de circulation sur le territoire communal pour l'organisation des festivités autour du 13 juillet, dans le parc Champollion et sur la rue du 19 mars 1962 le 13 juillet 2024.

CONSIDÉRANT que pour permettre l'organisation de ces festivités et assurer la sécurité des personnes les réalisant, des spectateurs et des usagers des voies de circulation, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement selon les dispositions suivantes :

ARRÊTE :

Numéro article 1 :

La circulation sera interdite sur la rue du 19 mars 1962 le 13 juillet 2024 à partir de 08h00 jusqu'au 14 juillet 2024 à 12h00.

Numéro article 2 :

Le parc Champollion sera fermé le temps de l'installation et de la mise en sécurité du parc ainsi qu'après les festivités jusqu'à la réouverture le 14 juillet 2024

Numéro article 3 :

Le Commandant de la brigade de Gendarmerie, Le Maire de la commune de Vif, la Directrice Générale des Services et le Trésorier de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Ce dernier sera transmis au Représentant de l'État dans le Département au titre du contrôle de légalité, affiché en Mairie et publié au recueil des actes réglementaires de la commune. Il sera également notifié à l'intéressé.

Numéro article 4 :

Le Maire de la commune de Vif, la Directrice Générale des Services et la Responsable du service de gestion comptable, de la commune sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Ce dernier sera publié sous forme électronique sur le site internet de la collectivité et il sera également le cas échéant notifié à l'intéressé.

Numéro article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter du premier jour de sa publication sous forme électronique sur le site internet de la commune.

Fait à VIF, le 20 juin 2024

Le Maire,



Guy GENET

Notifié à l'intéressé(e) le :